

QUALIFIED INTERMEDIARY : NOUVEAU FORMULAIRE W-8BEN-E A UTILISER



L'utilisation de la nouvelle version du formulaire W-8BEN-E sera obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2017. Quels sont les changements pour les banques QI ?

FORMULAIRE W-8BEN-E VERSION AVRIL 2016

Le nouveau formulaire W-8BEN-E (version avril 2016) aurait dû être utilisé à partir du 1^{er} novembre 2016.

L'IRS a cependant confirmé le 21 octobre 2016 dans une « guidance » que la version de février 2014 pouvait être utilisée jusqu'au 31 décembre 2016, repoussant de fait l'entrée en vigueur du nouveau formulaire d'avril 2016 au 1^{er} janvier 2017.

Ces 2 mois supplémentaires auront notamment été utiles aux institutions financières qui intègrent les formulaires W-8 dans la documentation d'ouverture de compte.

NOUVELLE VERSION ET CLAUSE LOB

Contrairement aux versions précédentes, une entité qui demande le bénéfice de la convention fiscale entre son pays de résidence et les USA, ne devra plus uniquement attester qu'elle satisfait aux exigences des « Limitation on benefits (LOB) provisions ».

En effet, dans le nouveau formulaire W-8BEN-E, chaque entité souhaitant bénéficier d'un taux réduit conventionnel, devra à présent préciser à la ligne 14b au niveau de la section « Claim of Tax Treaty Benefits », quel test des *LOB provisions* elle remplit, p.ex. le « ownership and base erosion test », le « derivative benefits test », ou le « active trade or business test ».

Du fait de la complexité des dispositions LOB, nous nous attendons à ce qu'une fraction non négligeable des formulaires remis par les entités demandant le bénéfice d'une convention fiscale ne soit pas correctement remplie. Ainsi, lorsqu'aucune case ne sera cochée ou que la demande ne sera pas acceptable, le bénéfice d'un taux réduit conventionnel (p.ex. 15% sur les dividendes U.S.) ne pourra en principe pas être accordé.

Pour l'heure, la nature des vérifications devant être opérées par un QI ne sont pas claires : à partir de quel moment une institution financière « *should have actual knowledge* » que la certification effectuée par l'entité est erronée ?

Prenons le cas d'une Soparfi détenue par un certain nombre de bénéficiaires économiques, qui ont clairement été identifiés par le QI dans le cadre de ses obligations de vigilance. Le QI a obtenu de la Soparfi un formulaire W-8BEN-E qui précise que la société est résidente fiscalement au Luxembourg et qu'elle répond aux exigences du « *derivative benefits test* ». Certaines incohérences pourraient toutefois être immédiatement identifiées par un fiscaliste avisé. Dans un tel cas, l'institution financière commettrait-elle une erreur si elle accordait le bénéfice du taux de 15% sur des dividendes U.S. ?

EXIGENCES DU QI AGREEMENT

Le projet de nouvelle mouture du QI agreement (Notice 2016-42) apporte également quelques précisions intéressantes quant à l'obligation d'obtenir des informations sur le test « LOB » prétendument satisfait.

La Notice 2016-42 précise qu'en cas d'obtention d'un formulaire W-8BEN-E dans le cadre d'une ouverture de compte après le 31 décembre 2016 ou en cas d'obtention d'un

formulaire W-8BEN-E après cette date en relation avec un compte ouvert avant le 1^{er} janvier 2017, l'utilisation de la version d'avril 2016 sera obligatoire et l'octroi d'un taux réduit conventionnel ne pourra être accordé que si l'une des cases de la ligne 14b de la Partie III est correctement cochée.

Pour les comptes ouverts avant le 1^{er} janvier 2017, l'institution financière QI peut continuer d'accorder le taux réduit conventionnel sur base du formulaire W-8BEN-E version février 2014, qui ne comporte pas d'information quant à la nature du test LOB, tant que le formulaire est valide et qu'il n'y a pas un changement de circonstance invalidant les informations mentionnées sur le formulaire.

Rappelons que pour le bénéfice d'un taux réduit conventionnel, un formulaire W-8BEN-E est valide au maximum jusqu'à la fin de la troisième année suivant l'année de signature du formulaire. Les institutions financières QI devront dès lors porter une attention toute particulière au renouvellement des formulaires W-8BEN-E dont la validité vient à échéance.

Pour être complet, précisons que les institutions financières QI qui ne demandent pas systématiquement un formulaire W-8BEN-E mais font signer un « *treaty statement* » aux sociétés qui demandent le bénéfice d'un taux réduit conventionnel, pourront continuer de se référer l'ancienne version du « *treaty statement* » (qui ne contient pas de précision quant au test LOB qui est satisfait) jusqu'au 31 décembre 2018 pour les comptes ouverts avant le 1^{er} janvier 2017.

EXIGENCES EN MATIERE DE REPORTING

Les institutions financières, qui ont le statut de QI, doivent annuellement effectuer un reporting

à l'IRS. A fil des années, les exigences de l'IRS en matière d'informations à échanger ne cessent d'augmenter.

Ainsi, le formulaire 1042-S de l'année 2016 se voit entre autre chose rajouter une nouvelle case 13j où il est demandé de préciser le « LOB code » du bénéficiaire lorsqu'un taux réduit conventionnel a été appliqué.

Cette exigence ne s'applique heureusement pas en cas de reporting poolé.

Nous espérons que cette mesure ne sera pas que temporaire.

AUTRES CHANGEMENTS AU NIVEAU DU FORMULAIRE W-8BEN-E

Quelques autres changements au niveau du formulaire W-8BEN-E méritent d'être mentionnés.

Au niveau de la partie XXVI du formulaire W-8BEN-E, une entité de type Passive NFFE établie dans un pays ayant signé un IGA avec les USA dispose à présent de la possibilité de confirmer le statut de ses «controlling persons » (qui sous-entend un seuil de détention de 25%) alors que dans la version 2014, la certification ne pouvait se faire que sur base de la notion de « substantial U.S. owners » (qui sous-entend un seuil de détention de 10%). Cette précision améliore la coordination entre les règles purement U.S. et celles applicable sur base d'un IGA.

L'IRS a par ailleurs rappelé qu'une entité qualifiant de « deemed-compliant FFI » au sens des Final Regulations, qualifie de Nonreporting IGA FFI dans un

environnement IGA. De fait, une telle entité devra cocher la case « Nonreporting IGA FFI » du formulaire W-8BEN-E (ligne 5).

Les instructions relatives au formulaire W8-BEN-E mentionnent toutefois une exception à cette règle. En effet, un Owner-Documented FFI (ODFFI) au sens des Final Regulations, ne doit pas remplir la partie relative aux « Nonreporting IGA FFI » du formulaire mais bien compléter la partie X du formulaire relative aux ODFFI. Cette exception peut s'expliquer par les certifications additionnelles demandées à un tel FFI.

COMMENT BDO PEUT VOUS AIDER ?

Assistance technique

BDO organise des formations afin d'assister les personnes en charge de la documentation à se familiariser avec les exigences et contrôles additionnels relatifs aux nouveaux formulaires.

D'autre part, BDO peut vous assister ou assister vos clients à remplir correctement la partie « Claim of Tax Treaty Benefits » du formulaire W-8BEN-E.

Reporting électronique 1042-S : notre solution eFIRE !

BDO a développé un outil d'assistance à la préparation et à la transmission électronique des informations relatives aux formulaires 1042-S.

Cet outil dont l'utilisation s'effectue dans un environnement convivial, est

simple d'usage et intègre des contrôles de cohérence permettant d'éviter un grand nombre d'erreur.

Pour toutes informations complémentaires sur le sujet, veuillez contacter l'une des personnes suivantes:



Gerdy Roose
Partner
+352 45 123 - 371
gerdy.roose@bdo.lu



Sylvie Maestri
Director
+352 45 123 - 589
sylvie.maestri@bdo.lu